

Usages et appropriation du Web social dans la participation politique citoyenne en Côte d'Ivoire.

Communication en Question

www.comenquestion.com

no 22, Novembre / Décembre 2025

ISSN : 2306 - 5184

Usages et appropriation du Web social dans la participation politique citoyenne en Côte d'Ivoire.

Uses and appropriation of the social web in citizen political participation in Côte d'Ivoire.

68

YAO Konan Zagoh Martial
Docteur en Sciences de l'Information et de la Communication

Université Félix Houphouët-Boigny
Email : yaomartial0@gmail.com

Résumé

Le présent article analyse la place des réseaux socionumériques dans les mécanismes de participation politique citoyenne en tant que source privilégiée d'information et espace de communication. En Côte d'Ivoire, il semble que ces plateformes s'imposent davantage dans les habitudes informationnelles et communicationnelles des Ivoiriens, surpassant même les médias traditionnels. Un nombre croissant d'internautes ivoiriens y ont recours continuellement pour s'informer, participer aux débats publics et produire des contenus. S'inscrivant dans une approche qualitative basée sur l'étude documentaire et les entretiens semi-directifs, cette étude a conduit à mobiliser la théorie des usages des TIC et la théorie de la performativité visuelle. Cet article a permis de dégager trois résultats principaux. Les plateformes du Web social constituent à la fois des espaces de convergence et de présence de tous les acteurs sociaux en Côte d'Ivoire. Cette étude montre que les plateformes sociales sont des espaces d'accès à une information plus diversifiée pour les citoyens et symbolisent des espaces libres d'expression citoyenne.

Mots-clés : Gouvernance politique ; Citoyenneté numérique ; Opinion publique ; Espace public ; Web 2.0.

Abstract

This article analyzes the place of digital social networks in the mechanisms of citizen political participation, especially as a privileged source of information and communication space. In Côte d'Ivoire, it seems that digital social networks are more needed in the information and communication skills of Ivorians, even surpassing traditional media. An increasing number of Ivorian Internet users continually use it to learn about public debates and produce content. As part of a qualitative approach based on the documentary study and semi-structured interviews, this study led to mobilizing the theory of ICT uses and the theory of visual performance. This article identified three main results. Digital social networks are both convergence and presence spaces for all social actors in Côte d'Ivoire. In addition, these social platforms promote spaces for access to more diverse information for Ivorian citizens and finally they symbolize free spaces of citizen expression.

Keywords: Political governance; Digital citizenship; Public opinion; Public space; Web 2.0.

Introduction

Tout régime démocratique se fonde sur le droit du citoyen à faire usage de tous les moyens légaux pour évaluer et se prononcer les actions du gouvernement et sur tous les événements d'intérêt public. Pendant longtemps, ces moyens d'expression furent les places publiques telles que « l'agora athénienne » ou « l'arbre à palabres africain », etc. En ces lieux, les individus se rassemblaient pour s'informer, se socialiser et faire entendre leurs préoccupations à l'ensemble de la communauté sur des sujets d'intérêt commun (Dacheux, 2012). Au fil du temps, les lieux (et à la fois les moyens) d'expression citoyenne ont évolué. Le monde a été marqué par la reconfiguration des moyens d'expression populaires avec l'arrivée de moyens techniques de communication, symbolisant la mutation de l'espace d'expression citoyenne. Depuis quelques années, l'arrivée de l'Internet consolide la révolution de l'espace d'expression citoyen et l'Internet semble susciter une forme particulière de vie démocratique à travers l'élargissement radical de l'espace public (Cardon, 2010).

70

Les années 1990 ont été particulièrement marquées par l'avènement de l'Internet, de la téléphonie mobile et de la numérisation des contenus, symbolisant le passage de la société industrielle à la société de l'information. Cette mutation s'est opérée à travers les innovations technologiques désormais accessibles au grand public et l'explosion des usages mobiles dans la vie quotidienne. Les TIC se sont ainsi retrouvées au cœur de l'organisation sociale et de la plupart des secteurs d'activité avec l'information comme ressource stratégique (Castells, 2001).

La Côte d'Ivoire n'est pas en marge de ces transformations technologiques. La vulgarisation d'Internet en Afrique, et particulièrement en Côte d'Ivoire, s'est accélérée grâce à l'essor de la téléphonie

mobile et des smartphones, qui ont permis un accès massif et abordable au numérique. Aujourd'hui, un grand nombre d'Ivoiriens se connectent via le téléphone portable pour divers usages tant sociaux, économiques que politiques. En 2024, l'on dénombrerait plus de 7 millions d'utilisateurs des réseaux sociaux numériques en Côte d'Ivoire (Digital Report, 2024).

Si force est de reconnaître que la démocratie n'est pas un phénomène nouveau en Afrique (Urfalino, 2007), l'intégration progressive des outils du Web social dans les mœurs des acteurs sociaux ivoiriens nécessite que l'on porte une attention particulière sur cette « démocratie 2.0 » qui émerge en Côte d'Ivoire. Les débats de plus en plus prégnants dans la blogosphère ivoirienne et leurs effets démontrent la place importante que le Web social occupe dans ce pays. La vie politique et les autres faits quotidiens semblent rythmés à l'aune de leur traitement en ligne et l'Internet apparaît comme cet espace des débatteurs de la vie publique et parfois privée. Ce constat traduit en filigrane l'incapacité des médias de service public¹ à garantir la liberté d'expression et d'opinion en Côte d'Ivoire.

Cette étude se propose d'analyser les plateformes du Web social en tant que source privilégiée d'information et espace de communication pour les citoyens en Côte d'Ivoire. Ces plateformes sont à la fois appréhendées en tant que *réseaux sociaux numériques* (favorisant la mise en relation et les interactions entre divers internautes) et *médias sociaux numériques* (permettant la production et le partage de contenu par divers internautes).

¹ Le rôle des médias de service public est de garantir aux populations la production et la diffusion de contenus destinés à couvrir les besoins d'information des populations, quelles que soient leurs sensibilités.

Usages et appropriation du Web social dans la participation politique citoyenne en Côte d'Ivoire.

De cet objectif principal, nous avons dégagé les objectifs secondaires suivants :

- Evaluer les réseaux socionumériques en tant qu'espaces de convergence et de présence de tous les acteurs sociaux en Côte d'Ivoire.
- Examiner les réseaux socionumériques en tant qu'espaces d'accès à une information plus diversifiée pour les citoyens ivoiriens.
- Examiner les réseaux socionumériques en tant qu'espaces de libre expression pour les citoyens en Côte d'Ivoire.

Les lignes suivantes mettent en avant les ancrages théorique et méthodologique, puis les résultats en lien avec nos objectifs secondaires et la discussion qui en résulte. Elles chuteront sur la conclusion et quelques références relatives aux documents consultés.

2.- Les théories des usages des TIC et de la performativité visuelle

Notre étude s'appuie à la fois sur la théorie des usages des TIC et la théorie de la performativité visuelle.

La théorie des usages des TIC (Jauréguiberry, 2008) examine non seulement l'adoption initiale des TIC, mais également les différentes façons dont elles sont incorporées à la vie quotidienne et impactent les comportements individuels et sociaux. Elle s'intéresse aussi à l'écart entre les usages prescrits (ce que visent les concepteurs) et les usages effectifs c'est-à-dire ce qu'en font réellement les utilisateurs (Jauréguiberry, 2008). Cette théorie prend tout son sens ici dans la mesure où la révolution et l'appropriation des usages des technologies nouvelles à des fins citoyennes sont au cœur de cette étude.

Quant à la théorie de la performativité visuelle (Bouko, 2024), elle met en avant la capacité d'une action visuelle à produire des effets sociaux ou politiques. Bouko montre comment les images (affiches, collages, performances, vidéos virales) produisent des effets concrets dans l'ordre social et politique. Cette auteure démontre que les différents supports visuels utilisés dans l'espace public numérique deviennent des moyens d'expression citoyenne permettant de choquer, d'interpeller, de mobiliser, de créer une solidarité et de susciter un sujet politique. L'image, au-delà d'être un simple vecteur, est un acte. Dans cette optique, l'action visuelle ne se limite pas à une simple représentation, mais prend une dimension analytique plus large. Cette théorie est en adéquation avec cette recherche dans la mesure où les contenus numériques analysés sont généralement des supports visuels dont l'objectif des créateurs ou posteurs est probablement de produire des effets dans la vie sociopolitique ivoirienne.

3.- Matériels et méthodes de recherche

La démarche de recherche choisie est essentiellement qualitative et s'est matérialisée par la mobilisation des techniques de recherche suivantes : l'étude documentaire et l'enquête par guide d'entretien.

Le terrain d'étude concerne essentiellement les arènes numériques pour l'étude documentaire et 5 communes du district d'Abidjan à savoir celles de Cocody, Abobo, Yopougon, Port-Bouët et du Plateau pour les entretiens semi-directifs. Le choix des arènes numériques se justifie par le fait que ceux-ci constituent le cœur de l'expression citoyenne sur le Web social. Pour ce qui concerne les entretiens, les déplacements dans les différentes communes susmentionnées nous ont été imposés par les personnes-ressources, car constituant pour certaines leurs lieux de service et pour d'autres leurs domiciles.

La population d'étude est composée de divers acteurs du Web social ivoirien tels que des administrateurs de forums numériques, des blogueurs, des cyberactivistes et des cyberparticipants². Mis ensemble, ces différents acteurs constituent le maillon essentiel de l'animation et de la régulation des contenus produits sur le Web social.

3.1.- L'étude documentaire

L'étude documentaire a pris en compte différents types de publications sur le Web social dans la période comprise entre le 24 octobre 2024 et le 18 janvier 2025. Cette technique s'est matérialisée par une analyse de contenu de publications numériques visant une chaîne politique sur YouTube, 2 comptes officiels sur Twitter (X) et un forum sur Facebook (Meta). Ces plateformes constituent à la fois des outils de mobilisation et des acteurs médiatiques incontournables de la vie sociopolitique ivoirienne.

Ces outils ont été choisis sur la base de leur adoption dans les usages citoyens et de la fréquence de ces usages observés au cours de notre étude exploratoire. Le corpus est constitué d'un ensemble de documents numériques (captures d'écran et textes extraits de plateformes socionumériques). Ces publications émanent de comptes socionumériques de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire, d'un portail d'information ivoirien, d'une chaîne politique en ligne et d'un forum numérique. Ainsi, la taille du corpus est de 4 publications numériques sur les RSN. En l'occurrence, il s'agit de 2 publications sur Twitter, une provenant de YouTube et la dernière provenant de Facebook. Les différentes captures analysées mettent en avant la diversité et la dynamique des acteurs de même que la prégnance du Web social dans

² Internaute ordinaire, sans notoriété et statut particulier, qui participe à l'animation et la diffusion des contenus sur les plateformes socionumériques.

l'espace informationnel et communicationnel ivoirien. La grille de lecture de ces publications est axée sur une analyse sémiologique et lexico-thématique de contenu.

Tableau 1. Caractéristiques du corpus

N°	RSN	Titre	Date	Lien
1	Twitter	Compte Twitter de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire	11 janvier 2025	https://x.com/Presidenceci
2	YouTube	Chaîne politique YouTube de « PDCI TV »	2 janvier 2025	https://www.youtube.com/@PDCITV
3	Twitter	Compte Twitter du portail d'informations en ligne « Abidjan.net »	27 janvier 2025	https://x.com/abidjan_net
4	Facebook	Forum Méta « Observatoire démocratique de Côte d'Ivoire »	24 octobre 2024	https://www.facebook.com/groups/1926654974047749

Source : Données tirées de l'étude, YAO

3.2.- L'enquête par guide d'entretien

Les entretiens se sont étalés sur la période allant du 18 juin 2023 au 12 novembre 2024. Elles ont visé un échantillon d'acteurs du la blogosphère ivoirienne. Ces personnes-ressource sont régulièrement actives sur les réseaux sociaux numériques et leur point de vue a permis de mieux appréhender le phénomène analysé. Les sujets interrogés sont des contributeurs réguliers aux débats politiques numériques par leurs contenus, commentaires, réactions et toute autre action de nature à animer ces arènes du Web 2.0. Ainsi la taille de notre échantillon est de 12 acteurs du Web social répartis comme suit : 3 blogueurs, 2 administrateurs de forum en ligne, 3

Usages et appropriation du Web social dans la participation politique citoyenne en Côte d'Ivoire.

cyberactivistes et de 4 cyberparticipants. Le guide d'entretien a porté sur deux points essentiels : la place des réseaux sociaux numériques dans la participation des citoyens ivoiriens à la vie politique en Côte d'Ivoire et la dynamique des échanges citoyens sur ces plateformes numériques participatives.

4.- Résultats

4.1.- Les réseaux sociaux numériques : espaces de convergence et de présence de tous les acteurs sociaux en Côte d'Ivoire

Les freins et limites à l'expression publique générés par les médias classiques face à l'accessibilité des plateformes du Web 2.0 permettent de comprendre la migration des différents acteurs sociaux vers ces plateformes numériques. On y retrouve les citoyens lambda, les personnalités publiques de même que les organisations, même jusqu'au plus haut sommet de l'État. Ceci montre le niveau multiple d'adhésion aux plateformes sociales numériques comme des espaces de migration et de présence pour tout le monde. La capture ci-après permet d'illustrer ce propos.

76

Capture 1 : Compte Twitter de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire (janvier 2025)



Source : <https://x.com/Presidenceci> (11 janvier 2025)

Cette image montre le compte Twitter officiel de la Présidence de la République ivoirienne : @Presidenceci. Cette plateforme existe depuis 2011 et détient une audience considérable (670.900 abonnés). La photo de profil est le logo officiel de la présidence et l'en-tête affiche une bannière graphique souhaitant une « Excellente Année 2025 » sur un fond orange, blanc et vert : les couleurs nationales ivoiriennes. L'on aperçoit un lien vers le site Web officiel de la présidence (presidence.ci). On peut également voir une liste partielle d'autres comptes X suivant ce compte.

L'image démontre que l'on peut retrouver, sur le Web social, toutes les sensibilités sociales et politiques ivoiriennes, y compris les institutions publiques ivoiriennes qui semblent percevoir la nécessité de migrer vers le Web 2.0. Cette sphère interactive est aujourd'hui une place incontournable pour tout acteur de la vie sociopolitique ivoirienne. Par sa présence sur ces canaux, la présidence de la République étend son champ d'information et de communication en touchant au-delà des auditeurs et consommateurs des médias classiques. L'institution peut non seulement, par ce canal, toucher sa cible d'informations, mais aussi recenser les avis et réactions des internautes.

Quoique ce compte serve principalement à diffuser l'information filtrée et contrôlée plutôt qu'à engager un dialogue ouvert et pluraliste, il demeure un canal de communication institutionnelle offrant un accès à l'information officielle pour les citoyens. L'analyse du compte Twitter de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire éclaire sur l'usage des réseaux sociaux numériques par les institutions pour se présenter, communiquer et interagir avec le public.

Force est de constater que les réseaux sociaux numériques permettent d'atteindre directement le

Usages et appropriation du Web social dans la participation politique citoyenne en Côte d'Ivoire.

public, partager des actualités en temps réel et interagir avec les citoyens. Par ailleurs, ces canaux peuvent assurer aux internautes d'accéder à divers types de personnalités, organisations, institutions, car tout le monde y agit et interagit. Dans le même élan que la Présidence de la République, l'on peut voir (image suivante) que la plupart des organisations (politiques, médiatiques, etc.) disposent également de canaux 2.0.

Capture 2 : Chaîne politique YouTube « PDCI TV »
(janvier 2025)



78

Source : <https://www.youtube.com/@PDCITV> (2 janvier 2025)

L'image présente la page d'accueil YouTube de « PDCI TV », la chaîne officielle du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI-RDA). L'en-tête de la page présente une bannière verte en haut avec le texte « PDCI TV » respectivement en blanc et vert, les couleurs principales dudit parti. À gauche de la bannière, on peut apercevoir le logo du parti avec une carte de la Côte d'Ivoire en vert avec les lettres « RDA » et « PDCI » en jaune et « PDCI » en jaune en dessous et un éléphant blanc au centre. La chaîne comprend 123.000 abonnés avec un volume de 3.400 vidéos publiées.

Cette image illustre l'appropriation des réseaux sociaux numériques par une organisation politique, en l'occurrence un parti d'opposition, pour renforcer sa

présence et son influence dans l'arène politico-médiatique. En utilisant les médias du Web 2.0, le PDCI-RDA marque l'intérêt et la nécessité de convergence avec d'autres acteurs sociaux présents sur cette plateforme. Il rejoint un espace commun où les individus, les organisations et les institutions peuvent interagir, échanger des idées et influencer les discussions publiques. En plus, la chaîne YouTube permet au parti de rendre ses contenus facilement accessibles à un large public d'au moins 123.000 abonnés. Ce nombre élevé d'abonnés reflète l'intérêt des citoyens pour le contenu proposé. Par ses publications en ligne, ce parti peut également améliorer sa communication avec ses partisans et le public en général et ceci peut permettre aux citoyens de se tenir informés des activités et des positions du parti. Les vidéos peuvent être partagées, commentées et discutées, ce qui amplifie leur portée et leur impact. Cette chaîne YouTube illustre la manière dont les réseaux sociaux facilitent la convergence et la présence de tous les acteurs sociaux dans l'ère du Web 2.0 et offrent des opportunités sans précédent pour la communication, l'engagement et la mobilisation.

Les propos du cyberactiviste C. G. abondent dans ce sens : « tout le monde ne peut pas passer sur le petit écran, mais les réseaux sociaux offrent cette chance à tout le monde ». Ces propos situent les réseaux sociaux comme des aubaines, des opportunités qui viennent combler un vide, en termes d'arène d'expression populaire et universelle. Les réseaux sociaux se présentent ainsi comme l'espace permettant la participation du citoyen lambda, qui demeure un acteur social, à la construction de la société. En toute liberté, il occupe sa place dans le jeu social.

Les acteurs politiques semblent conscients que les réseaux sociaux sont devenus un espace privilégié pour échanger avec les populations. Comme l'indique K.T. (cyberparticipant et enseignant), « bon

Usages et appropriation du Web social dans la participation politique citoyenne en Côte d'Ivoire.

nombre de politiciens ont des pages Facebook, YouTube pour discuter ou aborder des sujets où les gens viennent apporter leurs points de vue ». Les politiciens ne font donc pas seulement que visiter les propos des citoyens sur les réseaux. Ils se transforment, au besoin, eux-mêmes, en animateurs réguliers de plateformes, de pages Web pour s'exprimer, transmettre leur parole, leur pensée au public qui les suit, mais aussi, recueillir les points de vue de ce public. L'intention plus ou moins affichée, dans une sorte de marketing politique, est dans un premier temps, de fidéliser ceux déjà acquis à leur cause, et, dans un deuxième moment, de conquérir d'autres publics.

En tout état de cause, il est loisible de dire avec D. K. (cyberparticipant et secrétaire de direction) que « les réseaux sociaux occupent une place importante dans la vie politique ivoirienne ; ils occupent une place de choix de la communication en Côte d'Ivoire. Ils sont devenus des lieux d'expression très prisés ». C'est dire que cela paraît impensable aujourd'hui qu'un acteur social ou politique se mette en marge de l'usage des plateformes 2.0. Dans la même veine que lui, le cyberparticipant K. V. argue que les réseaux socionumériques ont la grande particularité de rassembler les différents acteurs de la société ivoirienne et qu'aujourd'hui on trouve sans exception tout ce qu'on veut et tout type de personne sur les médias socionumériques : « ce qui me plaît avec les réseaux sociaux, c'est qu'on trouve tout le monde dessus, qu'il soit président, fonctionnaire, soudeur, etc. même les voleurs peuvent créer leur syndicat sur ces réseaux et ils pourront parler entre eux tranquillement et avoir même de nouveaux membres ». En un mot, les réseaux socionumériques, à l'inverse des médias traditionnels, ne sont pas cet espace exclusif des gouvernants ivoiriens, mais l'espace de tous et pour tous. Comme le dit G. R. (cyberactiviste et éducateur de l'enseignement secondaire), les « les réseaux sociaux, c'est un peu plus fluide contrairement aux médias traditionnels ». Ce qui suggère que les internautes préfèrent de loin les médias du Web 2.0

aux médias classiques dans la mesure où ces derniers ne garantissent pas une fluidité dans les processus informationnels et communicationnels.

4.2.- Les réseaux socionumériques, un espace d'accès à une information plus diversifiée

Les réseaux socionumériques permettent aux citoyens d'accéder à des informations en temps réel, contrairement aux médias traditionnels qui sont régulièrement soumis au contrôle étatique. Le taux d'accès grandissant à Internet permet au public en Côte d'Ivoire d'accéder à une pléthore d'informations par le biais de nombreuses plateformes. Les informations (annonces importantes, politiques gouvernementales, mises à jour urgentes, etc.) peuvent être diffusées à un large public. Cela se fait également à travers différentes sources d'informations dont la fiabilité est relativement élevée. Les réseaux socionumériques, illustrés ici par le profil Twitter du portail d'informations en ligne « Abidjan.net », jouent un rôle crucial en tant que lieu d'accès accru à l'information pour les citoyens.

81

Capture 3 : Compte Twitter du portail d'informations en ligne « Abidjan.net » (janvier 2025)



Source : https://x.com/abidjan_net (27 janvier 2025)

Usages et appropriation du Web social dans la participation politique citoyenne en Côte d'Ivoire.

L'on aperçoit sur cette capture le compte Twitter de « Abidjan.net », basé en Côte d'Ivoire existant sur cette plateforme numérique depuis octobre 2009 et comprenant 854.000 abonnés. Au nombre de ceux-ci figurent différents acteurs communautaires et gouvernementaux qui s'en servent comme source d'informations. L'en-tête traduit que Abidjan.net se veut une plateforme mettant l'accent sur la crédibilité des informations, les couvertures médiatiques et les engagements. La mention des différents contacts (numéro de téléphone et e-mail) démontre un engagement du média à rester accessible et interactif avec l'audience. Il est clair que ce portail joue un rôle central dans la diffusion de l'information en Côte d'Ivoire. Abidjan.net représente enfin une convergence des médias traditionnels vers le digital, car sa présence sur Twitter, au-delà de son site Web, permet d'atteindre un large public avec des informations à jour. Les réseaux sociaux offrent aux citoyens ivoiriens la possibilité d'accéder à une multitude de sources d'information, y compris des médias traditionnels et des plateformes indépendantes. Les plateformes sociales apparaissent comme un rempart contre la toute-puissance des médias traditionnels dans la diffusion des idées politiques. Cela favorise une pluralité de points de vue et enrichit le débat public.

Des entretiens menés avec les personnes-ressources, il est globalement ressorti que les réseaux sociaux sont une source privilégiée et diversifiée d'informations pour le citoyen et pour tous les autres acteurs sociaux. Les propos de K. T. traduisent explicitement la place de choix des réseaux sociaux en tant que sources d'information diversifiée pour les citoyens. Selon ce cyberparticipant, « grâce aux réseaux sociaux, les citoyens peuvent avoir accès à d'autres sources d'informations et tout autre média afin d'avoir les informations sur la vie globale en Côte d'Ivoire ». À ceci, il faut adjoindre le point de vue de G. R. qui soutient aussi que les réseaux sociaux ont provoqué « un boom dans l'univers de l'actualité en

Côte d'Ivoire puisqu'avant les Ivoiriens n'avaient pas un accès direct aux informations. Aujourd'hui avec ton smartphone, tu as accès à une information qui était cachée par le passé». À travers ces propos, l'on peut déduire aisément que les médias du Web 2.0 deviennent une véritable alternative pour les citoyens qui semblaient limités en termes d'accès à l'information avec les médias classiques. Ces propos permettent d'arguer que les réseaux sociaux permettent aux citoyens de profiter de la grande diversité des sources d'informations (gouvernementales, médias reconnus, sources officielles, rumeurs et même des informations émanant des médias classiques).

D'autres interviewés comme A. S. K. vont plus loin dans cette perception des réseaux sociaux en les qualifiant de sources d'information pour les médias classiques. Pour lui, les informations issues des médias du Web 2.0 doivent servir de support aux médias classiques qui, après vérification, doivent s'y appuyer pour remplir à leur tour leur mission d'information. Comme quoi, les médias sociaux, par leur multiplicité de sources et de types de supports, sont quasi plébiscités par les internautes ivoiriens qui les utiliseront sans modération, car ces canaux de communication leur garantissent une information accessible, disponible et variée à souhait. Ils sont des médias où les informations « passent de prime abord » (B. M., cyberparticipant) et qui « informent plus rapidement et instantanément que la RTI, les journaux et la radio, car il y a trop de procédures là-bas et ça coûte souvent de l'argent en plus » (S. Z., administrateur de forum numérique). Les réseaux sociaux affranchissent les citoyens des contraintes physiques de déplacement ou de présence par leur caractère « en ligne » qui consacre l'accès à distance et sans dispositions particulières et présentes à prendre. Ce qui fait dire à B G S (administrateur de forum numérique) que, par les réseaux sociaux, « on peut facilement avoir des

Usages et appropriation du Web social dans la participation politique citoyenne en Côte d'Ivoire.

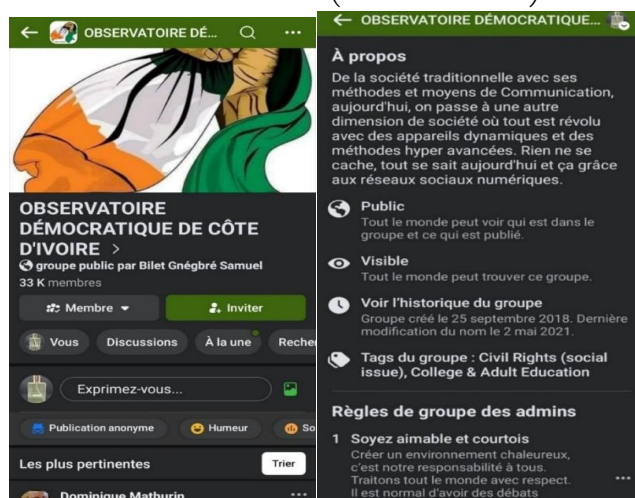
informations qu'on veut sans s'identifier, sans être dans un endroit fixe. ».

4.3.- Les réseaux socionumériques, des espaces libres d'expression citoyenne en Côte d'Ivoire

Les plateformes numériques du Web 2.0 suscitent un engouement chez les citoyens lambda en Côte d'Ivoire dans la mesure où ils favorisent l'expression de tous les individus sans exception. Les forums participatifs s'apparentent à une sphère publique où les utilisateurs peuvent accéder à des espaces d'échanges et débattre plus librement des préoccupations communes et des questions d'intérêt général. En sus, ces échanges peuvent concerner et toucher tout le monde, en tout lieu, contournant ainsi les filtres des médias traditionnels. L'image illustre un groupe Meta en Côte d'Ivoire symbolisant un espace d'expression où les membres peuvent partager leurs opinions au-delà des clivages politiques, ethniques, culturels et religieux. Ce groupe public, visible à souhait et dédié aux échanges libres entre internautes en Côte d'Ivoire, met en avant l'importance des plateformes socionumériques dans la société ivoirienne moderne.

84

Capture 4 : Forum Méta « Observatoire démocratique de Côte d'Ivoire » (octobre 2024)



Source : <https://www.facebook.com/groups/1926654974047749> (24 octobre 2024)

Cette capture d'écran présente la section « À propos » du forum Facebook « Observatoire Démocratique de Côte d'Ivoire, créé le 25 septembre 2018 et comprenant 33.000 membres. Cette section met en avant les caractéristiques principales de ce groupe de discussion. Le texte traduit la philosophie du groupe, son caractère public (« tout le monde peut voir qui est dans le groupe et ce qui est publié ») et sa visibilité, les tags du groupe et les règles établies par l'administrateur à l'endroit de tous les membres.

Le texte relatif à l'esprit du groupe (« À propos ») traduit l'importance des plateformes du Web 2.0 en tant qu'espaces de libre opinion et expression pour les citoyens en Côte d'Ivoire. L'administrateur y fait l'apologie des nouveaux moyens de communication plus évolués et affirme que « rien ne se cache, tout se sait aujourd'hui, et ça grâce aux réseaux sociaux numériques. », montrant ainsi la transition de la société traditionnelle où les technologies avancées jouent un rôle des plus cruciaux. De même, les règles du groupe mettent l'accent sur la courtoisie et le respect, montrant une volonté de créer un cadre d'échanges chaleureux et inclusif pour tous les membres.

L'administrateur dudit forum, B. G. S. confirme cette pensée : « j'ai créé ma plateforme sur les réseaux sociaux pour laisser tout le monde s'exprimer. Tout le monde a la facilité d'accéder à ces réseaux-là ». On peut déduire que les réseaux sociaux ont donné la latitude aux citoyens lambda de créer leur propre média, leur propre espace public d'expression ouvert à tous les acteurs. Le propos susmentionné montre les opportunités liées à l'usage des canaux sociaux numériques, car par une simple initiative, un internaute parvient à créer et gérer un espace d'échanges, ouvert et accessible à tous.

Au cours des échanges avec les acteurs de la blogosphère ivoirienne, le caractère d'accessibilité et de grande ouverture des outils du Web 2.0 dans le cadre de

l'expression pour tous s'est dégagé. Le cyberparticipant K. T. argue que les réseaux ont mis fin à la puissance des acteurs politiques, surtout celle des « plus proches du pouvoir qui ont fait main basse sur la télé, la radio et partout sur les autres médias. Avec les réseaux sociaux comme Facebook, on va dire : vive la parole pour tout le monde sans exception ». Partant, il en ressort que les réseaux socionumériques apparaissent comme une solution pour combler le gap de prise de parole publique existant entre le monde politique et les citoyens ordinaires en Côte d'Ivoire. Ces outils du Web 2.0 sont devenus un canal d'expression pour les « sans voix », les marginalisés et exclus des médias classiques ivoiriens. Pour P. A. (blogueur), l'avènement des réseaux socionumériques est non seulement une bonne chose pour le petit peuple qui peut désormais avoir voix au chapitre, mais aussi pour tous les citoyens résidant loin du pays et qui veulent aussi se prononcer dans l'espace médiatique numérique ivoirien, en particulier les ivoiriens de la diaspora. Il assimile les médias du Web 2.0 à la fin de la « concentration médiatique » et à « l'empuissancement du citoyen dans sa fonction politique ».

L'analyse des propos des interviewés a permis de comprendre que l'avènement des réseaux socionumériques est perçu comme un phénomène apparemment bénéfique pour l'espace d'information et de communication ivoirien. Il en ressort que les plateformes socionumériques du Web 2.0, dans la dynamique de permettre un libre accès aux informations et à l'expression, mettent en évidence les points saillants relatifs à une ouverture médiatique, aux nombreuses possibilités de communication pour le citoyen.

Concernant les capacités d'expression et de diffusion de messages suscitées par l'usage des plateformes socionumériques, les enquêtés y voient également plusieurs bénéfices pour le cyberparticipant. K. T. constituent un canal qui permet de mettre en avant les

besoins et les aspirations des groupes marginalisés ou sous-représentés. C'est une plateforme accessible aux "sans-voix" pour faire entendre leurs préoccupations et leurs droits.

Ce verbatim traduit que les différentes couches sociales ont intégré les réseaux socionumériques dans leur quotidien et surtout les apports de ces outils de communication numérique pour le citoyen dans le système médiatique ivoirien. Contrairement aux médias traditionnels qui sont des espaces contrôlés par l'État et fonctionnant dans un cadre strictement structuré et hiérarchisé, les réseaux socionumériques rassemblent une multitude d'acteurs sociaux et d'institutions publiques. Cette diversité enrichit et constitue une multitude de sources d'informations permettant aux citoyens d'être au fait de l'actualité en Côte d'Ivoire, contribuant également à nourrir la culture de ces derniers dans le cadre des discussions sur de multiples sujets.

5.- Discussion

5.1.- Le Web social comme espace de convergence et de présence de tous les acteurs sociaux

Les résultats en lien avec cet objectif ont mis en évidence que le Web social est l'espace de toutes les sensibilités sociales et politiques ivoiriennes. On y trouve les institutions, les personnalités et les citoyens ordinaires qui peuvent en faire pour une diffusion de message à un public plus large et varié. Ces acteurs semblent percevoir le caractère presque incontournable de ces plateformes interactives dans la vie sociopolitique ivoirienne et la nécessité de leur présence dans cette sphère interactive. C'est à juste titre que Missika et Verdier (2022) considèrent les réseaux sociaux numériques comme le média hégémonique contemporain qui, en plus de drainer les capitaux les plus énormes, impose son rythme et sa logique

Usages et appropriation du Web social dans la participation politique citoyenne en Côte d'Ivoire.

tout en reflétant et façonnant le monde actuel. Le Web social joue donc un rôle majeur dans les évolutions sociales et politiques contemporaines.

5.2.- Le Web social comme espace d'accès à une information plus diversifiée en Côte d'Ivoire

L'analyse du Web participatif en tant que ressource informationnelle variée pour les citoyens en Côte d'Ivoire a suscité plusieurs constats. Il ressort de cela que, par le biais des plateformes socionumériques, les citoyens peuvent avoir des informations en temps réel sur les développements sociopolitiques locaux et même internationaux. Et ce, dans un contexte où les médias traditionnels peuvent être perçus comme biaisés ou limités en tant que sources d'informations. Ces plateformes 2.0 se sont « *modifient en permanence, et de manière très significative, les relations entre les individus en ouvrant de très nombreuses possibilités en termes de communication, mais aussi plus globalement de liberté individuelle, de vie privée et de rapports sociaux* » (Oberdorff, 2010, p. 7). Les internautes ivoiriens seraient apparemment plus orientés vers une circulation plus dynamique et plus fournie d'informations, bien au-delà des médias classiques. Cette diversité peut contribuer à l'éducation et la formation des citoyens quoique des risques de désinformation subsistent.

88

5.3.- Le Web social comme espace de libre expression citoyenne en Côte d'Ivoire

Le troisième et dernier objectif dégagé de cet article a démontré que les plateformes socionumériques s'apparentent à une plateforme interactive où les citoyens peuvent exprimer leurs opinions sur les questions sociales et politiques et même susciter des débats publics. Tout citoyen, même marginal, peut partager ses opinions, organiser des discussions et critiquer les actions des

gouvernants. Et grâce à leur portée, les publications socionumériques des citoyens peuvent avoir un impact significatif, mobilisant même une majeure partie ou l'ensemble des acteurs sociaux et incitant les autorités à agir. Ces plateformes deviennent « *un vecteur de démocratisation de l'accès à l'espace public dans la mesure où l'anonymat facilite la prise de parole et où l'outil permet l'égalité formelle des participants au débat politique* » (Mercklé, 2016, p. 84). Partant, l'on peut déduire que le Web 2.0 fournit des lieux d'expression libre pour les citoyens à moindre capacité d'expression sur les médias classiques (diaspora, opposants politiques, etc.). Pour ces marginaux des médias classiques, cela peut susciter une plus forte implication dans le débat sociopolitique en Côte d'Ivoire. Ils pourront y faire entendre leurs opinions et préoccupations.

Conclusion

L'analyse des pratiques citoyennes à l'ère du Web social en Côte d'Ivoire a permis de dégager trois objectifs secondaires guidant le présent article. La poursuite nous a conduit à mobiliser deux théories et des instruments qualitatifs de collecte en Sciences humaines et sociales. Les différents résultats collectés ont permis de confirmer les postulats formulés et il en ressort que les plateformes socionumériques ont profondément renforcé les dynamiques de formation citoyenne en offrant des opportunités pour une participation citoyenne plus active et une plus grande transparence politique en Côte d'Ivoire. Toutefois, il présente aussi des défis majeurs liés à la désinformation, à la manipulation et à la polarisation qui pourraient nuire à la bonne dynamique suscitée.

Bibliographie

Balle, F. (2017). *Les médias*. Paris, France : Presses Universitaires de France, Que sais-je ?

Usages et appropriation du Web social dans la participation politique citoyenne en Côte d'Ivoire.

Békoin, A. (2025). *Digital Report 2024 : Le numérique en Côte d'Ivoire*. Repéré à <https://comfordev.com/digital-report-2024-le-numerique-en-cote-divoire/>

Blé, R. G. (2006). Médias d'opinions et crise ivoirienne. *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, 1(3), 3-12. Repéré à <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2006/varia/01-medias-dopinions-crise-ivoirienne>

Bouko, C. (2024). *Images et expression citoyenne. Communiquer ses émotions et ses opinions sur les réseaux sociaux*. De Boeck Supérieur.

Cardon, D. (2010). *La Démocratie Internet : Promesses et limites*. Paris, France : Seuil, La République des idées.

Castells, M. (2001). *La société en réseaux : L'ère de l'information*. Paris, France : Fayard.

90

Dacheux, E. (2012). Communication et démocratie. Dans Mercier, A. *Médias et opinion publique* (p. 07-14). Paris, France : Les Essentiels d'Hermès.

De Sabouret, D., C. (2018). *Introduction à la science politique* (8e éd.). Paris, France : Dalloz.

Gerstlé, J. et Piar, C. (2016). *La communication politique* (3e éd.). Paris, France : Armand Colin.

Jauréguiberry, F. (2008). « Sociologie des usages des technologies de la communication : “ L'école française ” des années 1980 ». XVIIIe congrès international des sociologues de langue française : Être en société. Le lien social à l'épreuve des cultures », AISLF, juillet 2008, Istanbul, Turquie. pp. 12-18

Kouakou, O. K. B. (2021). « Les réseaux socionumériques et le jeu de la critique sociale : en œuvre, dérision,

transgression, dévergondage textuel » (p.255-269). *Actes du 5^e colloque international « Métamorphoses de l'action citoyenne. Bilan d'une décennie de recherche sur les réseaux numériques », du 31 mars au 1^{er} avril 2021, Agadir, Maroc -LARLANCO.*

Koutroubas, T. et Litts, M. (2011). *Communication politique et lobbying*. Bruxelles, Belgique: De Boeck.

Kra, R. et Amouzou, E. (2017). *Réseaux locaux de communication et participation communautaire dans les collectivités territoriales en Côte d'Ivoire*. Saint-Denis, France : Publibook.

Mercklé, P. (2016). *Sociologie des réseaux sociaux* (3^e éd.). Paris, France : La Découverte.

Missika, J-L. & Verdier, H. (2022). *Médias numériques, le business de la haine : Internet, la démocratie et les réseaux sociaux*. Paris : Calman Levy.

N'Da, P. (2017). *Sociologie politique : Pour comprendre ce qui se joue, se décide et se passe ici et ailleurs avec sa géométrie variable*. Paris, France : L'Harmattan.

N'Guessan, A. J. (2016). *Les espaces publics informels en Afrique : "Sorbonne", "agoras et parlements", "grins"*. Paris, France : L'Harmattan.

Oberdorff, H. (2010). *La démocratie à l'ère du numérique*. Grenoble : PUG.

Tozzo, E. A. (2005). La réforme des médias publics en Afrique de l'Ouest : Servir le gouvernement ou le citoyen ? *Politique africaine*, 97, 99-115.

Urfalino, P. (2007). La décision par consensus apparent. *Revue européenne des sciences sociales*, XLV (136), 47-70. Repéré à <http://ress.revues.org/86>